

25.11.2014 - 11:22 Uhr

## **ANNONCE AUX MÉDIAS : CONFÉRENCE DU 27 NOVEMBRE 2014 à Berne La sexualité comme jouet politique : Débat dans le cadre des «16 jours contre la violence envers les femmes»**

Bern (ots) -

Toute personne a le droit de vivre sa sexualité librement, sans contraintes, discriminations ni violences. Pourtant, la sexualité devient facilement une affaire de politique, même en Suisse, comme le montrent des initiatives récentes. Comment, et pour servir quels intérêts ? Des expert-e-s nationaux et internationaux débattront de cette question le 27 novembre à Berne dans le cadre de la campagne « 16 jours contre la violence envers les femmes ».

La sexualité comme jouet politique  
Jeudi, 27 novembre 2014, 18h - 20h30  
Berne, Distelzwang-Keller (Gerechtigkeitsgasse 79)

Toute personne a le droit de vivre sa sexualité librement, sans contraintes, discriminations ni violences : ce principe de base issu des droits humains est universel. Pourtant, en réalité, ce que vivent les femmes est tout autre, comme le montre l'exemple des interruptions de grossesse: dans de nombreux pays du Sud, l'interruption de grossesse est encore considéré comme un crime passible de longues peines de prison, souvent sous la pression de l'Eglise catholique. Dans nos régions européennes plus libérales, les tentatives se multiplient également pour entraver l'accès à l'interruption de grossesse, ainsi qu'à d'autres droits sexuels. Même la Suisse n'est pas à l'abri d'un retour en arrière.

En prenant l'exemple de l'Irlande, Kelly Mackey, responsable de la campagne d'Amnesty International « My Body, My Rights », analysera les mécanismes politiques qui s'emparent de la question de l'interruption de grossesse avec de lourdes conséquences pour les femmes et les jeunes filles. La dimension globale que prennent les débats actuels sera mise en lumière par Christine Schneeberger, cheffe suppléante à la section Egalité des chances et questions globales relatives au genre au DFAE, qui s'appuiera sur les réflexions menées par les Nations Unies. Yvonne Gilli, conseillère nationale et présidente de SANTÉ SEXUELLE Suisse, reviendra sur les affaires qui font l'actualité en Suisse, notamment sur l'initiative « Financer l'avortement est une affaire privée », qui a été rejetée cette année, et sur l'initiative « Protection contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire », qui entend réduire de manière drastique les cours d'éducation sexuelle à l'école.

Quelles actions doivent être menées en Suisse pour faire respecter les droits sexuels au niveau national et international ? C'est l'une des questions à laquelle les trois intervenantes tenteront de répondre lors d'une table ronde qui réunira également d'autres expert-e-s issus des milieux de la philosophie des religions, de la politique de la jeunesse et de l'éducation sexuelle. Les intervenant-e-s se tiennent volontiers à disposition pour des interviews.

Programme : <http://ots.ch/ZPd0B>

Site web de la campagne : <http://www.cfd-ch.org/16tage/index.php>

Contact:

SANTÉ SEXUELLE Suisse : Christine Sieber (Responsable secteur Accès et savoir) : [christine.sieber@sante-sexuelle.ch](mailto:christine.sieber@sante-sexuelle.ch), Tel. 079 271 13 35

Pour les demandes d'interview:

Yvonne Gilli, Conseillère nationale et Présidente de SANTÉ SEXUELLE Suisse, Tel. 079 354 47 55

Kelly Mackey, Responsable des campagnes Amnesty International Irlande, Tel. +3531 863 8300

Stella Jegher, Responsable de la communication, Amnesty International Suisse, Tel. 079 430 14 70